

Horizon rural

Automne 2006

ÉQUIPE RURALE DU QUÉBEC

Appuyer le développement des collectivités rurales, voilà la mission que s'est donnée l'Équipe rurale du Québec depuis sa formation en 1998. Cette équipe est constituée de représentants provenant d'une vingtaine de ministères et d'organismes fédéraux ainsi que de représentants d'organisations clés qui s'occupent de dossiers ruraux au Québec (Solidarité rurale du Québec, Sociétés d'aide au développement des collectivités (SADC), Table de concertation des Forums jeunesse régionaux du Québec).

Le travail de l'Équipe rurale du Québec consiste à créer des partenariats qui permettront de mobiliser les intervenants des différentes régions de la province pour s'occuper de questions touchant les collectivités rurales. L'Équipe diffuse également des renseignements sur les programmes et services offerts en milieu rural et entretient le dialogue avec les ruraux afin de mieux cerner leurs préoccupations locales et régionales.

Pour de plus amples renseignements à propos de l'Équipe rurale du Québec, visitez notre site Internet à l'adresse www.rural.gc.ca.

La visite vaut le détour

Aimeriez-vous obtenir de l'aide, tout près de chez vous, pour remplir une demande d'assurance-emploi ou de sécurité de la vieillesse? Voudriez-vous avoir accès aux services du gouvernement du Canada, sans devoir parcourir une longue distance?

Eh bien, le nouveau gouvernement du Canada, grâce à ses sites de services mobiles, répond à de tels besoins puisque les agents de service à la clientèle de Service Canada vont à la rencontre des résidents des régions éloignées. Périodiquement, durant quelques heures, ces derniers s'installent dans des sites de services mobiles, au cœur de la ruralité.

Chez vous, pour vous

Les sites mobiles mis en place par Service Canada visent la réunion de plusieurs ministères fédéraux en un seul réseau de prestation de services facile d'accès. Les gens y trouvent des réponses à leurs questions et des conseils de professionnels attentionnés. C'est pourquoi la collaboration de ministères fédéraux importe pour concrétiser cet objectif national dont le but est d'offrir des services complets de grande qualité et partout.

Une trentaine de sites de services mobiles seront établis d'ici la fin de l'année 2007 et couvriront une grande partie du territoire québécois. Comme le précise une cliente du site de services mobiles de L'Anse-Saint-Jean : « Il est plus facile de régler un problème en venant ici. On n'a pas à voyager de grandes distances ou à attendre au téléphone. C'est vraiment un avantage. »

Le plus souvent, les citoyens formulent des demandes et des questions relatives à l'assurance-emploi, aux programmes de la sécurité du revenu ou au numéro d'assurance sociale. Au fil des mois, les services offerts dans les sites mobiles évolueront en fonction des besoins des citoyens.

La visite s'adapte

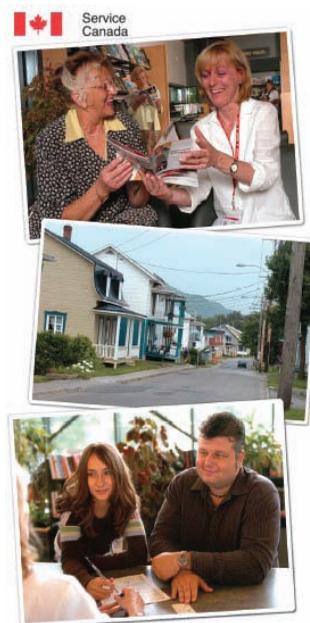
Les agents, sur qui repose le succès des sites mobiles, doivent s'adapter à leurs nouvelles tâches. En effet, ils se déplacent maintenant pour aller à la rencontre des citoyens et s'informent de leurs besoins afin d'offrir le service le plus approprié. Les clients l'apprécient, car comme l'affirme Mario Turcotte, agent au Centre Service Canada Abitibi-Témiscamingue : « Les clients sont satisfaits lorsque nous les guidons. Nous avons développé un service adapté qui leur permet d'être autonomes dans leurs interactions avec le gouvernement du Canada. »

Dans les sites mobiles, les agents ne disposent pas d'un ordinateur branché au réseau interne, comme dans leurs bureaux principaux. Ils doivent donc faire preuve de débrouillardise pour offrir le meilleur service qui soit en rassemblant de nombreuses ressources disponibles sur place. Ils se mettent ainsi vraiment à la place des résidents des régions éloignées. Il s'agit là, d'après Mario Turcotte, de la meilleure façon de comprendre leur situation et leurs besoins.

Sites mobiles de Service Canada au Québec

- › Lamarche
- › L'Anse-Saint-Jean
- › Matagami
- › Lebel-sur-Quévillon
- › Matapédia
- › Ferland-Boileau
- › Baie-Saint-Paul
- › Sainte-Anne-de-Beaupré
- › Saint-Siméon
- › Saint-Michel-des-Saints
- › Grande-Vallée
- › Saint-Maxime-du-Mont-Louis
- › Potton
- › New Carlisle
- › Saint-Thomas-Didyme
- › Témiscamingue
- › Taschereau
- › Notre-Dame-du-Laus
- › Belleterre
- › Cadillac
- › Weedon
- › Dégelis
- › Chénéville
- › Rivière Rouge
- › Notre-Dame-de-Montauban
- › Grande-Entrée
- › Fortierville

Grâce à Service Canada, les citoyens peuvent obtenir plus facilement des services et des renseignements du gouvernement, par un simple clic, un appel ou une visite. Pour trouver le Centre Service Canada ou le site mobile le plus près de chez vous ou pour connaître les heures d'ouverture et les services offerts, consultez servicecanada.gc.ca et cliquez sur « services près de chez vous », ou encore composez le 1 800 O Canada.



Des services pour vous, au cœur de la ruralité.

dans ce numéro

- › Équipe Rurale du Québec
- › La visite vaut le détour

1

- › Nouvelles réalités, nouvelles possibilités : vers une politique agricole et agroalimentaire nouvelle

- › Migration et nouvelle ruralité : un nouvel outil pour les MRC rurales

2

- › Centre d'accès communautaire Internet musical

- › Revitaliser les rivières en protégeant les rives en milieu agricole

3

- › Base de données sur les collectivités – Un accès rapide à l'information au niveau des collectivités

4



Que vous recherchiez des conseils d'affaires, un programme d'affaires, un programme d'échange culturel ou des renseignements sur un programme de sécurité en bateau, **Le guide des programmes et des services du Canada rural a été conçu pour vous.**

Le Répertoire donne une liste d'environ 200 programmes et services fédéraux à l'intention des particuliers et des entreprises.

Canada

Nouvelles réalités, nouvelles possibilités : vers une politique agricole et agroalimentaire nouvelle

Le secteur canadien de l'agriculture et de l'agroalimentaire constitue un maillon important de l'économie canadienne et il assume un rôle prépondérant dans la formation du tissu social canadien. Le secteur est libre de mettre à profit toute une gamme de possibilités, en même temps qu'il doit faire face à nombre de pressions dans un monde en constante évolution. En collaboration avec les gouvernements, le secteur de l'agriculture et de l'agroalimentaire recherche de nouvelles orientations afin que sa prospérité perdure.

En 2003, les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux ont mis en oeuvre le Cadre stratégique pour l'agriculture (CSA) qui positionne le Canada comme chef de file mondial de la salubrité alimentaire, de l'innovation et de la production agricole respectueuse de l'environnement. Plusieurs éléments du CSA se termineront en 2008. Or, diverses forces économiques sont favorables à l'économie canadienne, notamment la croissance économique de marchés comme la Chine, le Brésil et l'Inde, le développement de l'industrie des biocarburants et l'augmentation de l'importance accordée à la santé parmi les consommateurs canadiens et du monde entier.

Il est maintenant temps d'élaborer la nouvelle politique agricole et agroalimentaire.



Consultations auprès des Canadiens

Tous les Canadiens pourront prendre part à des séances de consultation nationale en janvier et en février 2007. Il s'agit de lancer un débat public sur l'avenir du secteur canadien de l'agriculture et

de l'agroalimentaire. À compter du mois de janvier, les Canadiens pourront prendre part aux consultations :

- > 1) à partir du site Web d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC) : www.agr.gc.ca/verslanouvelle;
- > 2) en envoyant leurs commentaires à AAC par la poste;
- > 3) en prenant part à une séance de consultation.



Un ensemble de documents de travail parmi lesquels un document de discussion et des documents d'information sur les principes directeurs et sur le contexte économique permettront de mousser la discussion et le débat avec l'industrie et les citoyens durant les consultations pancanadiennes. De plus amples renseignements sur les consultations publiques seront donnés sous peu.

Pour obtenir de l'information sur la manière de prendre part à l'élaboration de la nouvelle politique de l'agriculture et de l'agroalimentaire, vous pouvez communiquer avec le bureau d'Agriculture de votre province ou territoire, appeler le 1-800-O-CANADA (1 800 622-6232), ATS 1-800-926-9105 ou consulter le site d'AAC à l'adresse www.agr.gc.ca/verslanouvelle.

Migration et nouvelle ruralité : devenir une collectivité d'accueil Un nouvel outil pour les MRC rurales

par Sylvie Bellerose
Conseillère en développement stratégique des territoires et responsable de la rédaction et de la coordination du guide Solidarité rurale du Québec

Solidarité rurale du Québec (SRQ) vient de produire un guide intitulé Migration et nouvelle ruralité : devenir une collectivité d'accueil. Ce nouvel outil a été conçu à l'intention des élus et des intervenants des communautés rurales qui veulent relever le défi que constitue l'actuelle situation démographique qui touche le monde rural. La baisse de la natalité conjuguée au phénomène du vieillissement, et parfois au départ des jeunes, menacent aujourd'hui la vitalité des collectivités rurales. Le présent guide se veut un outil d'accompagnement pour ceux qui souhaitent réfléchir à la question de la repopulation, trouver des pistes de solutions et entreprendre une démarche d'accueil sur leur territoire.



Ce 8^e fascicule de la série Réflexion traite de la démographie au Québec, des perspectives de vieillissement de la population ainsi que des mouvements migratoires vers les milieux ruraux. Il propose une démarche pour devenir une collectivité d'accueil, présente les différents types de candidats à la migration et donne un aperçu de ce qu'ils ont besoin de savoir. On y retrouve également, des exemples de collectivités accueillantes qui existent déjà dans les régions rurales du Québec ainsi que quelques sources d'information et organismes d'appui.

Le guide Migration et nouvelle ruralité : devenir une collectivité d'accueil est inspiré des résultats d'une recherche complétée en 2006 pour le compte de SRQ. Réalisée par monsieur Alain Péricard de la firme Passez Go, la recherche intitulée Les migrations ville-campagne et leurs conséquences dans les territoires ruraux du Québec a reçu le soutien financier du Secrétariat rural du ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire Canada.

Le déclin démographique en milieu rural peut être réversible, comme l'illustrent plusieurs cas en Europe. Cette recherche démontre que les territoires qui parviennent à se développer en attirant des gens de la ville sont ceux qui ont la capacité d'aménager des conditions d'accueil et de disposer de services et d'infrastructures appropriés.

Ce guide permettra aux collectivités rurales qui le désirent de planifier l'accueil de nouveaux résidents et de mobiliser toutes les ressources dont elles disposent pour atteindre leur objectif de repopulation.

Le fascicule d'une quinzaine de pages est disponible moyennant des frais minimes en s'adressant à srq@solidarite-rurale.qc.ca ou en téléphonant au secrétariat de Solidarité rurale du Québec au (819) 293-6825.

Rappelons que SRQ est une coalition qui se préoccupe de la situation du monde rural. Instance-conseil en matière de ruralité pour le gouvernement du Québec, SRQ réalise également différents mandats en partenariat avec le nouveau gouvernement du Canada.

Le Centre d'accès communautaire Internet musical : une initiative qui donne la note !

On dit souvent que la musique adoucit les moeurs. Chose certaine, elle favorise l'harmonie, et c'est encore plus vrai dans la région de l'Abitibi-Ouest, grâce à une initiative mise de l'avant par la Société d'aide au développement de collectivités (SADC) locale.

Le CACIM

Situé dans les locaux du Club de l'âge d'or, le Centre d'accès communautaire Internet musical (CACIM) de La Sarre met à la disposition de ses utilisateurs des logiciels et des équipements informatiques de pointe et permet à nombre d'artistes musiciens, jeunes et moins jeunes, plus ou moins favorisés, d'avoir accès à ce matériel à prix modique.

Les jeunes musiciens peuvent s'adonner à leur passion dans un local insonorisé et offrant les équipements de pointe. Ils ont ainsi la possibilité



Centre d'accès communautaire Internet musical (CACIM) de la SADC Abitibi-Ouest, La Sarre

d'effectuer, à l'aide de matériel informatique disposant d'une connexion Internet, leurs propres arrangements musicaux et d'enregistrer des démos. Certains instruments de musique (logiciels, console, système de son, batterie, entre autres) sont également à leur disposition.

Mis sur pied grâce à une collaboration fructueuse avec les aînés de la région de l'Abitibi-Ouest, le CACIM offre des activités permettant aux jeunes musiciens de profiter de l'expérience et des conseils des gens plus âgés, dont plusieurs sont depuis toujours des passionnés de musique. En retour, nos aîné(e)s peuvent perfectionner leurs connaissances des logiciels et apprendre à maîtriser des applications informatiques telles que la recherche sur Internet, entre autres pour avoir accès aux programmes gouvernementaux, communiquer avec les membres de leur famille par le biais du courrier électronique et utiliser les services en lignes.

Des retombées importantes

À l'heure actuelle, on estime qu'une trentaine de groupes de jeunes musiciens, formés chacun de 3 à 8 musiciens, ainsi que plusieurs aînés réunis dans divers groupes folkloriques profitent des services et des activités du CACIM. Ils peuvent ainsi développer leurs talents et, qui sait, peut-être faire carrière dans ce domaine.

« Le CACIM me permet d'utiliser des équipements et d'avoir un son de qualité à faible coût en plus de rencontrer d'autres musiciens. Je peux aussi pratiquer avec mon groupe, et enregistrer des démos pour éventuellement nous faire connaître », mentionne Alexandre Picard, un étudiant de 17 ans qui joue de la batterie et de la guitare.

Il est clair qu'un projet comme celui du CACIM contribue à accroître la qualité de vie des collectivités de l'Abitibi-Ouest et à renforcer le tissu social régional, notamment en proposant des activités qui favorisent l'inclusion, aussi bien celle des jeunes que celle des générations plus âgées.

Un succès basé sur le partenariat

À titre d'initiatrice du projet, la SADC d'Abitibi-Ouest a joué un rôle primordial dans la mise en place du Centre d'accès communautaire Internet musical. « Le CACIM est un projet qui répond à un besoin local. Le succès de sa création est le résultat d'un partenariat avec divers intervenants du milieu. Nous sommes fiers d'avoir mis nos ressources à contribution pour intervenir au niveau du dynamisme local et développer des réseaux, notamment avec nos aîné(e)s », a souligné madame Thérèse Grenier, directrice générale de la SADC d'Abitibi-Ouest.

Le nouveau gouvernement du Canada est partenaire de cette initiative grâce à son Programme d'accès communautaire (PAC), administré par Industrie Canada, dont l'objectif est d'offrir aux Canadiens un accès public abordable à Internet ainsi que les compétences nécessaires pour s'en servir efficacement.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

> SADC Abitibi-Ouest : (819) 333-3113

> Industrie Canada : <http://cap.ic.gc.ca>

Revitaliser les rivières en protégeant les rives en milieu agricole : des communautés s'organisent

Au Québec, les terres agricoles sont bordées par 40 000 km de cours d'eau et 200 000 km de fossés. Tous les organismes chargés de la gestion des cours d'eau font un constat unanime, l'état actuel des abords de nombreux cours d'eau en milieu agricole commande des actions urgentes de restauration.

Dans plusieurs régions du Québec, des agriculteurs se sont regroupés et travaillent en collaboration avec divers partenaires afin de restaurer les rives des cours d'eau et rivières qui bordent leur terre. Parmi ces projets, soulignons celui du bassin versant du ruisseau Vacher dans la région de Lanaudière. Ce ruisseau serpente à travers les terres agricoles de plusieurs municipalités avant de se jeter dans la rivière l'Assomption à Saint-Paul. Débuté en 2005, le projet d'amélioration de la qualité de l'eau du ruisseau Vacher vise les habitants du bassin autant dans leurs activités personnelles que professionnelles en analysant les impacts qu'ont les secteurs résidentiels, forestiers, industriels et agricoles sur la qualité de l'eau du ruisseau.

Au niveau agricole, le projet d'aménagement des rives a débuté par une analyse de l'état du ruisseau et de ses branches. La quarantaine d'agriculteurs qui participent au projet reçoivent un document présentant les résultats de cette étude ainsi qu'un diagnostic de leur propre entreprise. Parmi les entreprises qui ont déjà reçu leur diagnostic, plusieurs ont mis en place divers aménagements tels la protection des sorties de drains, la plantation d'arbres et d'arbustes, l'avaloir et autres pour réduire la quantité de sol arraché et emporté par les cours d'eau vers la rivière à chaque année. Ce travail au niveau de chaque entreprise à l'intérieur d'un projet concerté à l'échelle d'un bassin apportera des bénéfices importants pour la population en général tels l'amélioration de la qualité de l'eau et la restauration d'habitats pour la faune aquatique entre autres, mais aussi pour les producteurs agricoles qui subiront moins de pertes de sol.



Aménagement des rives du ruisseau Vacher. Source : CDAQ

Le programme de couverture végétale du Canada (PCVC) d'Agriculture et Agroalimentaire Canada (AAC), doté d'une enveloppe budgétaire de 3,6 millions de dollars jusqu'en 2008, a été créé pour fournir un soutien financier aux agriculteurs qui souhaitent aménager des bandes riveraines sur le terrain de leur entreprise. Les producteurs désirant lutter contre l'érosion des berges de leurs cours d'eau, établir des bandes riveraines, des brise-vent ou des corridors boisés peuvent recevoir une contribution combinée PCVC et Prime-Vert (programme du Ministère de l'Agriculture, des Pêches et de l'Alimentation du Québec) pouvant atteindre jusqu'à 70 % des dépenses admissibles du projet.

Au Québec ce programme est administré par le Conseil pour le développement de l'agriculture du Québec (CDAQ). Le CDAQ, le MAPAQ, Environnement Canada, le Ministère du Développement Durable, de l'Environnement et des Parcs et AAC collaborent à l'analyse des projets présentés au programme. Pour avoir accès au soutien financier, les agriculteurs intéressés doivent présenter au CDAQ un projet collectif impliquant un minimum de deux producteurs, réalisé dans un même bassin versant. Les appels de propositions du CDAQ ont lieu quatre fois par année. Il est possible d'avoir plus d'information sur ce programme sur le site Internet du CDAQ : www.cdaq.qc.ca.



Community Information Database
Base de données sur les collectivités

Base de données sur les collectivités – Un accès rapide à l'information au niveau des collectivités

La base de données sur les collectivités a été créée en collaboration avec le Secrétariat rural, les ministères fédéraux, provinciaux et territoriaux, et les collectivités. Elle est une ressource en ligne sur le Web offerte gratuitement et visant à aider les utilisateurs à saisir rapidement des données démographiques et socio-économiques par région géographique à partir d'une carte interactive.

Ce site offre aux utilisateurs une source uniforme, fiable et accessible d'indicateurs statistiques au niveau des collectivités au Canada. La plupart des données sont tirées des recensements sur la population de Statistique Canada tenus en 1996 et 2001 et portent sur :

- › la population
- › l'âge
- › le revenu personnel et le revenu familial moyens
- › le taux d'emploi
- › le niveau d'instruction
- › l'emploi par secteur
- › la langue
- › le degré de dépendance envers une ressource
- › la diversification économique

Cet outil innovateur est particulièrement utile pour les groupes communautaires, les organismes privés ou sans but lucratif, les décideurs du gouvernement, les entreprises, les chercheurs, les organismes de recherche et les universités.

Que ce soit pour mesurer, évaluer et comparer le rendement des collectivités ou déterminer les principaux aspects socio-économiques et les principales tendances au niveau des collectivités, la BDC fournit l'information et les analyses essentielles à la planification du développement communautaire.

La Base de données sur les collectivités est disponible à www.cid-bdc.ca

Pour obtenir plus d'information au sujet de la BDC, veuillez contacter :

**Direction de la Recherche rurale et analyse
Secrétariat rural**
1341 chemin Baseline Tour 7
Ottawa, ON K1A 0C5
téléphone : (613) 759-7106
sans frais : 1(888) 781-2222
info@cid-bdc.ca

Le Secrétariat rural est une entité qui favorise le rapprochement entre le gouvernement du Canada et les Canadiens des régions rurales et éloignées pour assurer la vitalité et le dynamisme de leurs collectivités.

Nos adresses Internet
dans ce numéro

www.rural.gc.ca

www.servicecanada.gc.ca

www.agr.gc.ca/verslanouvelle

www.solidarite-rurale.qc.ca

<http://cap.ic.gc.ca>

www.cdaq.qc.ca

www.cid-bdc.ca

POUR OBTENIR DES RENSEIGNEMENTS SUR LES PROGRAMMES ET LES SERVICES DU GOUVERNEMENT DU CANADA :

1 800 0-CANADA (1-800-622-6232)

ATS : 1 800 465-7735

Internet : www.canada.gc.ca

Centres d'accès Service Canada

Horizon rural est une publication semestrielle de l'Équipe rurale du Québec, pour les citoyens des régions rurales et éloignées du Québec.

Si vous avez une idée de reportage, une lettre à adresser au rédacteur ou que vous souhaitez recevoir un exemplaire du bulletin, adressez-vous à :

Dominique Richer
Coordonnatrice/rédactrice en chef du bulletin
Secrétariat rural
901, rue du Cap-Diamant, pièce 350-4
Québec (Québec) G1K 4K1
Tél. : (418) 648-3754
Télec. : (418) 648-7342

Site Internet : www.rural.gc.ca

Cette publication est également offerte par voie électronique sur Internet à l'adresse suivante : www.rural.gc.ca/team/qc/quebec_f.shtml

ISSN 1710-2596

AAC no. 10206B

Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006